

Algérie et Maroc : deux visions géopolitiques et sécuritaires

Riccardo Fabiani

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/2 Été**, PAGES 107 À 117

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

DOI 10.3917/pe.222.0107

Date de mise en ligne : 13/06/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-2-page-107?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Algérie et Maroc : deux visions géopolitiques et sécuritaires

Par **Riccardo Fabiani**

Riccardo Fabiani est directeur du projet de recherche sur l'Afrique du Nord de l'International Crisis Group.

La rivalité entre l'Algérie et le Maroc remonte à l'indépendance algérienne et au débat sur la délimitation des frontières post-coloniales. L'affaire du Sahara occidental est venue se greffer sur cette opposition géopolitique. Après une relative accalmie, la rivalité a repris au début de cette décennie, poussant les deux pays à chercher des soutiens extérieurs en matière diplomatique et d'armement. La rivalité locale pourrait désormais s'inscrire dans une dynamique élargie.

politique étrangère

Au cours de l'année 2021, la rivalité entre l'Algérie et le Maroc s'est intensifiée, en raison du dégel du conflit au Sahara occidental, de la normalisation des rapports entre le royaume chérifien et Israël puis de la course régionale aux armements qui s'en est suivie. L'antagonisme entre les deux pays est loin d'être nouveau. Il remonte aux lendemains de l'indépendance algérienne et dure donc depuis des décennies, opposant deux conceptions divergentes de l'espace géopolitique et sécuritaire. Si la fin de la guerre froide, le cessez-le-feu au Sahara occidental et l'équilibre militaire précaire entre les deux États ont permis une relative accalmie entre 1991 et 2020, les événements des deux dernières années ont balayé cette stabilité et risquent désormais de provoquer une nouvelle escalade militaire au Maghreb.

Aux origines de la rivalité algéro-marocaine

L'indépendance algérienne a lieu en 1962 et les relations avec le Maroc sont alors au beau fixe, en raison du soutien que le royaume chérifien a apporté au Front de libération nationale pendant la guerre contre l'occupant français. Tout au long du conflit en Algérie, le Maroc joue le rôle de

base de repli et de déploiement des combattants algériens, lesquels reçoivent l'aide discrète de l'armée marocaine¹.

Toutefois, peu après l'indépendance de l'Algérie, Alger et Rabat sont confrontées à la question de la définition de la frontière commune et de la répartition des ressources minières de la zone contiguë. En 1961, le président du Gouvernement provisoire de la République algérienne Ferhat Abbas et le roi du Maroc Mohammed V signent une convention reconnaissant le problème de la délimitation territoriale entre les deux pays, et renvoyant sa résolution à de futures négociations bilatérales². Rabat réclame la révision de la frontière coloniale établie par la France en 1952 seulement, à l'occasion de la découverte d'un gisement de ressources minières et pétrolifères que Paris choisit d'intégrer au territoire de l'Algérie française³.

Quelques mois après cet accord, Ahmed Ben Bella et l'armée algérienne évincent Abbas puis annoncent leur refus de rediscuter les démarcations coloniales et de céder au royaume chérifien une part d'un territoire algérien libéré par le sang. Après une tentative marocaine de s'emparer de la zone de Tindouf en juillet 1962 et l'intervention de l'armée algérienne en octobre pour en reprendre le contrôle, un violent accrochage le 8 octobre 1963 entre les troupes des deux pays près des postes frontaliers de Tinjoub et Hassi Beïda marque le début de la Guerre des sables. S'ensuit une série d'escarmouches qui se terminent seulement le 2 novembre de la même année, grâce à la médiation de l'empereur éthiopien Haïlé Sélassié et du président malien Modibo Keïta⁴.

La détérioration des relations algéro-marocaines s'explique également par d'autres facteurs. D'une part, on trouve le rôle du nationalisme marocain et de la théorie du Grand Maroc qui, selon la définition du père spirituel de l'indépendance marocaine Allal El Fassi, inclurait le Sahara occidental, la Mauritanie et certaines provinces maliennes et surtout algériennes, comme Tindouf et Béchar. Cette thèse séduit graduellement la monarchie marocaine mais est perçue par les États voisins comme une menace sur leur sécurité⁵.

1. M. Essemli, « Le Maroc entre la France et l'Algérie (1956-1962) », *Relations internationales*, vol. 2, n° 146, 2011, p. 77-93, disponible sur : www.cairn.info.

2. E. Méric, « Le conflit algéro-marocain », *Revue française de science politique*, vol. 15, n° 4, 1965, p. 743-752.

3. K. Mohsen-Finan, « Algérie-Maroc : la rupture est consommée », *The Conversation*, 5 décembre 2021, disponible sur : theconversation.com.

4. L. S. Zoubir, « La "guerre des sables" », *Le Monde diplomatique - Manière de voir*, n° 181, février-mars 2022.

5. M. Catala, « La reprise en compte par le Maroc indépendant des anciennes revendications territoriales » in B. Salvaing (dir.), *Pouvoirs anciens, pouvoirs modernes de l'Afrique d'aujourd'hui*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, disponible sur : books.openedition.org.

D'autre part, l'Algérie peine à reconstruire son identité nationale après 130 ans de colonisation, une lutte très dure pour chasser l'occupant et un conflit interne non résolu entre civils et militaires – tous facteurs marquant profondément la psychologie collective et la culture de l'élite algérienne. De ces expériences historiques découlent le soutien aux mouvements anti-coloniaux, le respect du principe de non-intervention et la participation au mouvement des non-alignés, mais aussi une politique étrangère hésitant souvent entre tentation du compromis et jusqu'au-boutisme⁶.

Associées à des politiques et alliances incompatibles en période de guerre froide (une monarchie marocaine alignée sur les États-Unis et défenseuse de l'économie de marché ; une Algérie républicaine et socialiste, ouverte à la coopération avec l'Union soviétique), ces positions antagonistes dans l'espace maghrébin génèrent des approches géopolitiques et sécuritaires inévitablement opposées.

Bien que la Guerre des sables n'ait pas eu de graves répercussions, l'épisode, indissociable du processus de décolonisation, marque profondément les relations bilatérales et prépare le terrain à de nouvelles tensions. Si le Maroc renonce officiellement à Tindouf et Béchar lors du sommet d'Ifrane en 1969, reconnaissant l'indépendance de la Mauritanie la même année, Alger et Rabat échouent à signer un accord de délimitation de leur frontière commune. La méfiance réciproque est installée. C'est alors que l'explosion de la question du Sahara occidental dans les années 1970 vient raviver la rivalité entre les deux États. En 1975, lors du retrait de l'Espagne du Sahara occidental, Rabat proclame sa souveraineté historique sur ce territoire. Les responsables politiques algériens restent divisés entre deux approches : reconnaître les prétentions marocaines en contrepartie d'un accord officiel portant sur la frontière bilatérale (qui comporterait la renonciation formelle marocaine aux provinces algériennes) – comme le prône le ministre des Affaires étrangères de l'époque, Abdelaziz Bouteflika ; ou refuser toute entente avec le Maroc, État expansionniste déterminé à poursuivre son rêve du Grand Maroc. Le président Houari Boumédiène choisit la deuxième option et rejette les demandes du Maroc⁷.

La Guerre des sables marque profondément les relations bilatérales

6. G. D. Porter, « Le non-interventionnisme de l'Algérie en question », *Politique étrangère*, vol. 80, n° 3, 2015, p. 43-55, disponible sur : www.cairn.info.

7. D. Lounnas et N. Messari, « Algeria–Morocco Relations and their Impact on the Maghrebi Regional System », *MENARA Working Papers*, n° 20, Istituto Affari Internazionali, octobre 2018, disponible sur : www.iai.it.

Le 7 novembre 1975, le roi Hassan II réunit 350 000 Marocains pour entrer dans les zones sous contrôle espagnol et revendiquer ses droits sur ce territoire. La « Marche verte » force la main de l'Espagne, qui décide de quitter le territoire. Les accords de Madrid de novembre 1975 assignent les deux tiers de ce territoire au Maroc et le dernier tiers à la Mauritanie. Pour Rabat, cette annexion s'inscrit certes dans le cadre des aspirations au Grand Maroc, mais la mobilisation autour du Sahara occidental représente également une opportunité pour orienter l'opinion vers une autre cible, le roi ayant été l'objet de deux tentatives de coup d'État en 1971 et 1972⁸.

En dépit de ses tergiversations initiales, l'Algérie finit par prendre le parti du Front Polisario, l'organisation sahraouie qui réclame l'indépendance du Sahara occidental. Alger le soutient financièrement et militairement, tout en accueillant sur son territoire (précisément dans la symbolique Tindouf) des milliers de réfugiés, ainsi que la direction de l'organisation elle-même. La guerre qui s'ensuit permet au Polisario de remporter des victoires militaires, forçant la Mauritanie à se retirer en 1979. Cela n'empêche pas le Maroc de renforcer son contrôle sur le Sahara occidental, notamment grâce à la construction de murs de protection : le « mur de sable ».

Le conflit au Sahara occidental s'enlise graduellement, sans que le Maroc ou le Polisario parvienne à s'imposer. C'est ainsi qu'en 1991, sous l'impulsion de l'administration américaine, l'impasse militaire amène les deux parties à accepter un plan de règlement sous l'égide de l'ONU. Ce plan impose un cessez-le-feu et divise le territoire le long du mur de sable, créant une zone tampon sous l'égide des Nations unies, pour séparer les deux armées. Il prévoit également une résolution du conflit passant par un référendum d'autodétermination, mais le jeu politique marocain fera que ce référendum n'aura jamais lieu. Toutefois, l'absence de solution diplomatique n'alimente pas un retour à la guerre, gelant ainsi le conflit⁹.

Cette impasse diplomatique ossifie, pour ainsi dire, la rivalité algéro-marocaine. Depuis, les deux pays se contentent d'une guerre froide dans laquelle les relations n'évoluent pas, demeurant comme figées dans l'attente d'une intervention extérieure susceptible de modifier le *statu quo* et de promouvoir une solution concrète. Celle-ci n'interviendra pas. Le

8. J. Mundy et S. Zunes, *Western Sahara: War, Nationalism and Conflict Irresolution*, Syracuse, Syracuse University Press, 2010.

9. B. Callies de Salies, « Sahara occidental : l'enlèvement du plan de paix », *Confluences Méditerranée*, vol. 2, n° 45, 2003, p. 165-170, disponible sur : www.cairn.info.

désintérêt occidental et l'acceptation du *statu quo* entre les deux protagonistes renforcent la passivité de l'Europe et des États-Unis, lesquels préfèrent la paralysie diplomatique à un conflit ouvert dans une zone stratégique pour les flux énergétiques mondiaux. De même, l'initiative de l'Union du Maghreb arabe (UMA), fondée en 1989 dans le but d'unifier économiquement et politiquement l'Afrique du Nord, reste paralysée. La guerre froide algéro-marocaine alimentée, entre autres, par le différend du Sahara occidental sape toute possibilité de coopération régionale¹⁰.

Un équilibre précaire (1991-2020)

Trois éléments peuvent expliquer cette relative accalmie des tensions entre le Maroc et l'Algérie. Premièrement, la difficile conjoncture politico-économique des deux pays et l'émergence d'un nouvel ordre mondial dirigé par les États-Unis bouleversent les priorités géopolitiques de la région. Dans les années 1990, la situation algérienne est profondément instable. La guerre civile entre les groupes islamistes et le régime militaire à partir de 1992, la crise économique et financière, le programme d'ajustement structurel négocié avec le Fonds monétaire international en 1994, ainsi que la nécessité de réorienter la politique étrangère après l'effondrement du bloc soviétique et la perte d'influence du mouvement des non-alignés ébranlent le pays et réduisent sa marge de manœuvre régionale. Alger est loin d'être en position de force face à son voisin de l'ouest et a tout intérêt à apaiser les tensions avec lui.

De son côté, Rabat traverse aussi une période délicate. Le roi Hassan II s'apprête à céder le trône à son fils, jetant les bases d'une libéralisation politique graduelle et limitée, au moment où il tente de réduire le fardeau budgétaire de l'impasse militaire au Sahara occidental, sans toutefois lâcher ce territoire devenu hautement stratégique pour la légitimité interne de la monarchie. Dans ce contexte, les interférences étrangères n'ont pas leur place, d'autant que l'hyperpuissance américaine (et européenne, en un sens) limite la marge de manœuvre des acteurs régionaux maghrébins et a tout intérêt au maintien du *statu quo*. Les États-Unis (et, dans une certaine mesure, les Européens) imposent leur « hégémonie bienveillante » (pour utiliser l'expression de Robert Kagan), veillant à préserver la stabilité d'une région importante en termes de flux énergétiques et migratoires.

10. L. Martinez, A. Poli, M. Rendon, K. Cheklat et T. Abdelkder, « L'Algérie, l'Union du Maghreb Arabe et l'intégration régionale », *EuroMeSCo Papers*, n° 59, EuroMeSCo, octobre 2006, disponible sur : spire.sciencespo.fr.

Deuxième facteur : la création d'un cadre diplomatique pour gérer la question du Sahara occidental. L'acceptation du plan de l'Organisation des Nations unies (ONU) en 1991 par le Maroc et le Front Polisario déplace quelque peu le conflit de la sphère militaire vers la sphère diplomatique. Les deux parties prenantes comprennent que la solution militaire n'est plus de mise, même si le coût d'une éventuelle « guerre chaude » pourrait être limité en termes de pertes humaines et de dégâts matériels. Au demeurant, la médiation onusienne finit par orienter le conflit au

Les tentatives de règlement de l'ONU

Sahara occidental vers une solution pacifique, Rabat et le Polisario étant chacun initialement convaincu qu'il gagnerait le référendum d'auto-détermination. La dynamique s'enraye lorsque le Maroc réalise que ses chances de remporter ce vote sont trop faibles et qu'il est donc préférable de jouer politiquement pour empêcher la tenue du scrutin. Grâce au soutien des États-Unis et de la France au Conseil de sécurité des Nations unies, le royaume chérifien parvient à faire échouer le plan de l'ONU. La situation s'enlise, mais les conditions politiques internes et externes font que ni le Maroc ni l'Algérie ne sont prêts à amorcer un retour à la violence. Le cadre diplomatique onusien pose les fondements d'un nouveau *statu quo* : le Maroc garde le contrôle de la plus grande part du Sahara occidental, tandis que le Polisario et l'Algérie peuvent continuer à contester cette situation en vertu du droit international, tout en mettant en lumière la vulnérabilité de la position marocaine.

Le troisième élément de stabilisation des antagonismes algéro-marocains renvoie à la sphère militaire. Dans le sillage de la Guerre des sables et des décennies suivantes, le rapport de force entre les armées algérienne et marocaine a atteint un point d'équilibre précaire. Grâce aux ressources financières du pétrole et à l'approvisionnement en armes de l'Union soviétique, l'Algérie parvient à mettre en place un dispositif militaire directement inspiré par la doctrine tactique du Pacte de Varsovie (hiérarchie rigide et conçue pour faciliter les percées rapides en territoire ennemi). Toujours sur le plan militaire, Alger entame, à l'issue de la chute du bloc soviétique et de la décennie noire, un processus de mise à niveau opérationnel qui est axé sur les divisions blindées, les défenses antiaériennes et une flotte aérienne à large rayon d'action.

De son côté, Rabat peut compter sur un nombre équivalent d'hommes, une armée de métier, une collaboration étroite et de longue haleine avec une partie des principales forces militaires occidentales (notamment les États-Unis et la France), une artillerie moderne et une aviation capable

d'opérer des frappes de précision¹¹. Bien que l'Algérie puisse se targuer d'un budget militaire plus important que son voisin, la réalité est que les deux armées s'équilibrent et qu'en cas de conflit direct, ni l'une ni l'autre ne l'emporterait de manière certaine. Ce relatif équilibre des forces suffit à convaincre les officiers des deux côtés que l'option militaire est peu envisageable.

C'est ainsi qu'une stabilité tout précaire s'installe au Maghreb. En dépit de l'absence d'une architecture institutionnelle régionale pour rapprocher les visions géopolitiques et sécuritaires antagoniques, le relatif équilibre en termes de forces militaires et diplomatiques permet un certain apaisement des tensions. Loin de hâter la réconciliation, l'UMA, otage d'incompréhensions réciproques, s'avère incapable de promouvoir toute forme d'intégration régionale. Le Maroc et, dans une moindre mesure, l'Algérie choisissent de mettre l'accent sur une intégration verticale plutôt qu'horizontale, c'est-à-dire de renforcer leurs relations politiques, économiques et sécuritaires avec l'Union européenne, la France, l'Espagne et les États-Unis, en lieu et place de leurs relations avec leurs voisins maghrébins. Pourtant, à intervalles réguliers, certains incidents (comme l'attentat terroriste de Marrakech en 1994, qui pousse le Maroc à fermer ses frontières, les services de renseignement soupçonnant l'implication des services algériens ; ou encore l'enlèvement du processus onusien au Sahara occidental) éclairent la fragilité du *statu quo*, tout comme la méfiance persistante entre Alger et Rabat.

Vers une nouvelle escalade ?

Le 13 novembre 2020 brise symboliquement cet équilibre, en marquant la fin du cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario, et le retour aux affrontements armés au Sahara occidental. Les tensions se focalisent sur la route de Guerguerat. Créée en 2016, elle relie le Maroc à la Mauritanie en passant par le Sahara occidental. Pour Rabat, suite au renforcement des liens commerciaux entre le Maroc, la Mauritanie et d'autres régions d'Afrique de l'Ouest, cette route est cruciale. Mais le Polisario condamne la construction de cette route, qu'il considère une entorse unilatérale au cessez-le-feu. En octobre 2020, la situation atteint un point de non-retour lorsqu'un groupe de civils pro-Polisario établit un campement sur la route de Guerguerat, bloquant allées et venues des véhicules. Le 13 novembre 2020, après l'échec d'une tentative de médiation de dernière minute du secrétaire général des Nations unies, les troupes marocaines interviennent

11. A. Kharief, « Algérie – Maroc : que pèsent leurs forces militaires ? », *Middle East Eye*, 12 novembre 2018, disponible sur : www.middleeasteye.net.

pour rouvrir la route. Le Polisario déclare la fin du cessez-le-feu le lendemain, et la reprise des hostilités avec le Maroc¹².

Autre élément de rupture de l'équilibre : le rôle de l'administration Trump en décembre 2020. Rabat remporte en effet une importante victoire diplomatique lorsque le président américain Donald Trump annonce que les États-Unis reconnaissent officiellement la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental. En contrepartie, le Maroc accepte de renouer officiellement ses relations diplomatiques avec Israël, de façon graduelle. De surcroît, les États-Unis proposent de vendre, pour un montant d'un milliard de dollars, drones et armes à guidage de précision au royaume

Au bord de la confrontation armée

chérifien. Soudainement, Washington fait voler en éclat les trois éléments qui avaient permis de stabiliser le Maghreb pendant plusieurs décennies : l'alignement de la Maison-Blanche sur les thèses marocaines et l'irruption d'Israël dans la région marquent l'abandon de la posture de neutralité américaine et ouvrent la voie à l'ingérence d'une puissance extérieure ; la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental fragilise le cadre diplomatique onusien ; enfin, le transfert de drones et d'armes à guidage de précision menace à moyen ou long terme de renverser le rapport de force au profit du Maroc.

Dans les mois qui suivent, le dégel du conflit conduit l'Algérie et le Maroc au bord de la confrontation armée. En juillet 2021, les relations bilatérales commencent à se détériorer lorsque les médias internationaux font état d'un scandale d'espionnage impliquant Rabat et Alger. Selon une enquête menée par les organisations non gouvernementales Forbidden Stories et Amnesty International, le Maroc aurait installé des logiciels espions sur les téléphones portables de milliers de fonctionnaires et citoyens algériens pour écouter leurs conversations¹³. L'Algérie condamne vivement cette attitude et rappelle son ambassadeur à Rabat, rompant toute relation diplomatique avec son voisin.

La querelle s'aggrave les semaines suivantes. Lors d'une réunion du mouvement des non-alignés à New-York, l'ambassadeur du Maroc aux Nations unies répond au soutien d'Alger au droit à l'autodétermination du Sahara occidental en appelant à son tour à l'autodétermination de la région historique algérienne de Kabylie, à majorité amazighe. En

12. « Relaunching Negotiations over Western Sahara », *Report Middle East and North Africa*, n° 227, International Crisis Group, 14 octobre 2021, disponible sur : www.crisisgroup.org.

13. M. Zerrouky, « "Projet Pegasus" : l'Algérie très surveillée par le Maroc », *Le Monde*, 20 juillet 2021, disponible sur : www.lemonde.fr.

août 2021, le ministre algérien des Affaires étrangères Ramtane Lamamra attaque de manière virulente Rabat sur la normalisation de ses relations diplomatiques avec Israël, l'accuse de soutenir deux organisations interdites par le gouvernement algérien – le Mouvement d'autodétermination pour la Kabylie et Rachad, un groupe islamiste – et de saper le processus de paix au Sahara occidental. L'Algérie décide de fermer son espace aérien aux avions marocains en septembre 2021 et de ne pas reconduire son contrat d'approvisionnement de gaz avec le Maroc à compter du 31 octobre 2021. Depuis 1996, le Maroc était un pays de transit pour le gaz algérien exporté vers l'Espagne et le Portugal à travers le gazoduc Maghreb-Europe. Le royaume chérifien recevait 58 milliards de dollars de droit de passage pour ce gaz et bénéficiait de prix au mètre cube très avantageux, avec d'incomparables facilités de paiement, pour un total d'environ 700 millions de mètres cubes. Si l'Espagne et le Portugal continuent de recevoir leurs livraisons de gaz algérien par un autre gazoduc, le Medgaz, soudainement Rabat se trouve dans l'obligation de chercher des solutions alternatives pour satisfaire sa propre demande d'énergie¹⁴.

Le 1^{er} novembre 2021, les tensions bilatérales montent encore d'un cran lorsqu'au Sahara occidental trois camionneurs algériens, qui opèrent la liaison entre Nouakchott et Ouargla, sont tués par une frappe que les responsables algériens attribuent aux forces marocaines. Cette nouvelle est rendue publique deux jours plus tard dans un communiqué officiel de la présidence algérienne, qui qualifie l'incident de « terrorisme d'État ». Toutefois, si Alger annonce des représailles contre Rabat, sa réponse se limite dans les semaines suivantes à une offensive diplomatique : l'Algérie saisit l'ONU, la Commission de l'Union africaine, la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique pour dénoncer ces attaques¹⁵.

Pendant ce temps, la normalisation avec Israël offre au royaume chérifien une opportunité sans précédent de renforcer et moderniser ses infrastructures militaires. Le 24 novembre 2021, lors d'une visite historique à Rabat du ministre israélien de la Défense Benny Gantz, le Maroc et Israël concluent un accord de coopération sécuritaire. Ce document lance formellement une coopération en termes de planning opérationnel, d'achats, de recherche et développement, et ce une année seulement après la normalisation des relations diplomatiques. Les mois suivants, Israel Aerospace Industries fournit au Maroc le *Barak MX*, système de défense

14. I. Labeyrie, « L'Algérie ferme le robinet du gaz vers le Maroc et c'est l'Espagne qui trinque », France Info, 1^{er} novembre 2021, disponible sur : www.francetvinfo.fr.

15. « Trois Algériens tués au Sahara occidental, Alger accuse le Maroc », TV5 Monde, 3 novembre 2021, disponible sur : information.tv5monde.com.

antiaérienne capable d'intercepter des missiles de courte, moyenne et longue portées. Rabat s'équipe également de drones kamikazes *Harop*¹⁶ et du *Skylock Dome*, bouclier israélien susceptible de détecter, identifier, neutraliser ou détruire tout drone.

Rien ne semble pouvoir arrêter la montée des tensions entre les deux voisins. En février 2022, le Maroc annonce la création d'une zone militaire à l'est, près de sa frontière avec l'Algérie, sur une distance de 1 559 kilomètres. Jusqu'alors, le Maroc disposait d'une seule zone militaire située au Sahara occidental. De fait, les trois secteurs militaires qui s'articulent autour des villes d'Oujda, d'Errachidia et de Ouarzazate intègrent ce nouveau commandement de la zone Est¹⁷. Deux mois plus tard, l'Algérie accuse à nouveau le Maroc d'avoir tué trois civils dans la partie du Sahara occidental contrôlé par le Polisario. L'attaque a eu lieu non loin de la frontière mauritanienne, visant un camion algérien et un convoi de véhicules civils, à quelques centaines de mètres du poste-frontière de Aïn Ben Tili, à l'extrême nord de la Mauritanie¹⁸.

Deux approches sécuritaires antagonistes

Si la rupture de l'équilibre du rapport de force entre l'Algérie et le Maroc ne s'est pas encore traduite par un affrontement militaire direct, le risque qu'une rivalité tenace ne dégénère en confrontation armée est aujourd'hui au plus haut. Face à l'escalade des tensions au Maghreb, les États-Unis et les gouvernements européens réagissent en ordre dispersé, semblant incapables de bâtir une stratégie commune pour éviter une guerre. En 2022, l'Allemagne puis l'Espagne reculent face aux pressions marocaines et accordent leur soutien à la solution diplomatique prônée par le royaume chérifien pour le Sahara occidental, en l'occurrence un « plan d'autonomie » (qui combinerait la souveraineté marocaine sur le territoire et le transfert d'une partie des compétences de l'État marocain aux populations sahraouies). À son tour, l'administration Biden évite de préciser sa position par rapport à la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental et préfère relancer le processus diplomatique en poussant le Maroc et le Polisario à accepter un nouvel envoyé de l'ONU, Staffan de Mistura.

16. I. Bayo, « La part prééminente des achats du Maroc dans le record des exportations d'armes d'Israël », *Tel Quel*, 15 avril 2022, disponible sur : telquel.ma.

17. N. Kozłowski, « Maroc-Algérie : pourquoi le royaume se dote d'une zone militaire à sa frontière orientale », *Jeune Afrique*, 25 février 2022, disponible sur : www.jeuneafrique.com.

18. N. Kozłowski, « Maroc-Algérie : au Sahara, une guerre qui ne dit pas son nom ? », *Jeune Afrique*, 15 avril 2022, disponible sur : www.jeuneafrique.com.

L'espoir de limiter la montée des tensions grâce à la reconstruction du cadre onusien sur le Sahara occidental semble voué à l'échec, puisque les principaux facteurs à l'origine de la nouvelle escalade (implication d'acteurs internationaux, comme Israël, course aux armements...) échappent à cette initiative. Face à une coopération de plus en plus étroite entre le Maroc et Israël, l'Algérie semble rechercher un contrepoids militaire avec son partenaire de long terme : la Russie. En juillet 2021, le chef d'état-major algérien Saïd Chengriha signait un contrat avec Moscou portant sur l'acquisition d'avions bombardiers de type *Mig-29 M2*, de missiles antiaériens *S-300 VM* et *S-400 Triumph* et de deux nouveaux sous-marins *Kilo*¹⁹. Qui plus est, en avril 2022 l'Algérie et la Russie annonçaient des manœuvres militaires conjointes pour novembre dans la zone de Béchar, près de la frontière avec le Maroc²⁰.

Faute d'une architecture institutionnelle en mesure de rapprocher les deux pays, les approches géopolitiques et sécuritaires antagoniques semblent condamnées à se heurter à nouveau. L'absence de dialogue bilatéral et d'accord de délimitation de la frontière commune, de même que le différend sur le Sahara occidental, alimente les inquiétudes respectives : la crainte algérienne d'un royaume chérifien expansionniste et la hantise marocaine d'un voisin peu fiable et hésitant, sur fond de recherche permanente de soutiens extérieurs en mesure de renforcer leur sécurité territoriale réciproque. Dans ce contexte, la nouvelle polarisation à l'échelle mondiale entre États-Unis et Europe occidentale d'un côté, Russie et Chine de l'autre, pourrait venir se superposer à la rivalité intra-maghrébine et encourager Maroc et Algérie dans des divergences d'apparence irréductibles, dans leurs ambitions, dans des perceptions d'insécurité plus ou moins tenaces, au lieu de limiter l'opposition de leurs approches géopolitiques et sécuritaires.



Mots clés

Algérie
Maroc
Sahara occidental
Israël

19. « Après un détour par les arsenaux russes, le chef d'état-major Saïd Chengriha met le cap sur le Sahel », *Africa Intelligence*, 1^{er} juillet 2021, disponible sur : www.africaintelligence.fr.

20. « Le rapprochement militaire entre Alger et Moscou », *Mondafrique*, 7 avril 2022, disponible sur : mondafrique.com.